

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Deuxième trimestre 2010

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de juin 2010

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés avec quelque 230 représentants de différentes branches économiques durant les mois d'avril et de mai 2010, sont résumés ci-après.

Résumé

L'évolution favorable de la conjoncture s'est poursuivie au deuxième trimestre 2010. L'industrie manufacturière a enregistré la reprise la plus sensible en comparaison annuelle et l'évolution la plus dynamique du chiffre d'affaires d'un trimestre à l'autre. Les secteurs de la construction et des services ont eux aussi bénéficié d'une croissance reposant sur une large assise. La demande de main-d'œuvre s'est ainsi redressée progressivement, mais les entreprises font toujours preuve d'une grande réserve quant à un éventuel accroissement des effectifs.

Compte tenu du renforcement de la demande, les interlocuteurs se sont déclarés confiants dans l'avenir proche. Les perspectives pour les prochains mois laissent présager une croissance des chiffres d'affaires dans les trois secteurs économiques. La sous-utilisation des capacités de production de l'économie suisse devrait donc se réduire encore.

La marche des affaires a connu une évolution favorable, mais les craintes liées à la complexité de la situation politico-économique se sont accrues. L'état des finances publiques au niveau international et ses possibles répercussions sur les marchés

financiers et les marchés des changes ainsi que sur la demande agrégée dans les pays concernés sont source d'incertitudes notables. Une partie des interlocuteurs estiment que la politique monétaire fortement expansionniste menée à l'échelle mondiale comporte des risques d'inflation et fait craindre un relèvement abrupt des taux d'intérêt. Dans l'industrie manufacturière notamment, la volatilité des prix des matières premières et, surtout, la disponibilité de celles-ci sont autant de sujets d'inquiétude. Les réactions face à l'affaiblissement de l'euro sont très contrastées. Cette évolution pose un problème à l'hôtellerie et aux entreprises qui réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires dans la zone euro ou qui sont exposées à de plus fortes pressions concurrentielles à l'importation. Dans de nombreux cas, les effets négatifs de la dépréciation de l'euro peuvent être atténués par des stratégies de couverture naturelle (*natural hedging*) et par une structure diversifiée de la clientèle. L'amélioration de la compétitivité des pays de la zone euro peut également se traduire par de plus gros volumes de commandes en Suisse. Certains interlocuteurs considèrent l'affaiblissement de l'euro comme favorable, car ils bénéficient de prix d'achat plus avantageux.

1 Marche des affaires

Industrie

Au deuxième trimestre, la situation économique de l'industrie manufacturière a continué de s'améliorer. Les chiffres d'affaires ont marqué une progression soutenue. Dans l'ensemble, ils ont été nettement plus élevés qu'à la même période de l'année précédente. L'évolution favorable des chiffres d'affaires a reposé sur une large assise: seules quelques entreprises ont vu leurs chiffres d'affaires rester en deçà du niveau atteint un an auparavant. Partant de niveaux très inégaux, les secteurs de l'industrie textile et de l'habillement, de la chimie, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie horlogère et de la métallurgie ont connu en un an une reprise supérieure à la moyenne.

La demande intérieure a joué un rôle de soutien important, celle provenant des pays émergents d'Asie, mais aussi d'Amérique du Sud, est restée plus dynamique que la moyenne et la demande de la zone euro a généré des impulsions significatives.

L'utilisation des capacités techniques a continué de s'accroître en conséquence et la demande de main-d'œuvre s'est redressée, entraînant une nouvelle réduction du chômage partiel.

Au cours des mois passés, les stocks de produits finis ont été fortement réduits. Dans toutes les branches, le niveau des stocks au deuxième trimestre a été jugé adéquat. Les futures impulsions de demande devraient donc se traduire par une hausse de la production.

Construction

Partant d'un très bon niveau, la dynamique observée dans la construction s'est poursuivie, mais à un rythme plus lent. Les interlocuteurs ont encore fait état de chiffres d'affaires en nette augmentation en comparaison avec ceux enregistrés un an auparavant. Par rapport au trimestre précédent toutefois, cette hausse s'est révélée limitée. La croissance a essentiellement été stimulée par l'immobilier résidentiel, le second œuvre et le génie civil. Certains interlocuteurs ont déclaré être préoccupés par les risques liés au marché immobilier qui accompagnent la politique de taux bas.

Services

Les chiffres d'affaires du secteur des services ont nettement progressé entre le premier et le deuxième trimestre 2010, atteignant eux aussi un

niveau sensiblement supérieur à celui observé il y a un an. Cette évolution positive a reposé sur une assise plus large qu'au premier trimestre. La dynamique la plus forte a été notée dans le commerce de gros, où les chiffres d'affaires ont connu une augmentation très marquée par rapport au trimestre précédent. Une croissance robuste des chiffres d'affaires a également été signalée dans le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration ainsi que dans le domaine des technologies de l'information. C'est dans la branche financière que l'on a constaté l'évolution la plus faible: plusieurs banques et assurances ont fait état de chiffres d'affaires en légère baisse.

2 Utilisation des capacités de production

Comme aux trimestres précédents, le taux d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie manufacturière a fortement varié d'une branche à l'autre et d'une entreprise à l'autre. En moyenne, il est demeuré inférieur au niveau considéré comme normal par les entreprises, malgré une nouvelle reprise sensible. La sous-utilisation des capacités a été particulièrement manifeste dans l'industrie des machines. Elle est en outre restée marquée dans la chimie, l'horlogerie, le textile et l'habillement ainsi que dans l'industrie des instruments de précision, en dépit de l'évolution favorable des affaires observée récemment dans ces secteurs. La situation dans le secteur de la métallurgie était assez hétérogène. Le taux d'utilisation des capacités a été qualifié de normal dans l'industrie des denrées alimentaires et de normal à élevé dans l'industrie pharmaceutique.

Partant d'un haut niveau, la croissance s'est ralentie dans le secteur de la construction. Au deuxième trimestre également, le taux d'utilisation des capacités techniques dans ce secteur a été en moyenne nettement supérieur au niveau normal observé en situation de plein emploi. Les entreprises ayant présenté un taux d'utilisation des capacités insuffisant constituaient toujours une exception.

Dans le secteur des services, les interlocuteurs ont signalé dans certains cas une sous-utilisation des capacités, qui était toutefois moins marquée qu'en début d'année. Dans le commerce de gros et dans certains segments de l'hôtellerie, l'utilisation des capacités a été nettement insatisfaisante mal-

gré la forte progression des chiffres d'affaires. Une situation comparable a été observée dans le secteur du conseil aux entreprises et du placement de personnel, dans les banques et dans le commerce de détail de l'habillement et de la chaussure.

3 Demande de main-d'œuvre

Dans l'industrie manufacturière, quelques licenciements ont encore été prononcés. Globalement toutefois, le redressement de la marche des affaires est allé de pair avec un accroissement de la demande de main-d'œuvre. Cela n'a pas donné lieu à une augmentation de l'emploi, mais a plutôt permis la suppression des mesures de chômage partiel encore en vigueur et le rattrapage des pertes de productivité antérieures. Globalement, le niveau des effectifs paraissait répondre aux besoins des entreprises. L'industrie pharmaceutique est la seule branche dans laquelle une certaine insuffisance de main-d'œuvre a été observée.

Dans le secteur de la construction aussi, la grande majorité des entreprises s'est déclarée satisfaite du niveau de l'emploi; en aval, dans le second œuvre, un manque de main-d'œuvre ponctuel a toutefois été signalé et il a souvent fallu recourir à du personnel temporaire pour compléter les effectifs.

Dans le secteur des services, le niveau de l'emploi était considéré comme adéquat dans l'ensemble, voire comme légèrement insuffisant. Des besoins de recrutement ont surtout été signalés dans le commerce de gros et les transports.

D'une manière générale, le recrutement de nouveaux collaborateurs a été jugé moins ardu que d'ordinaire. Font figure d'exception la construction ainsi que l'industrie chimique et pharmaceutique, où il s'est avéré très difficile de trouver du personnel hautement qualifié pour les laboratoires, les activités de développement et le management.

Dans la plupart des branches industrielles, les coûts du travail par employé sont restés stables, à l'exception de l'industrie des denrées alimentaires, de la chimie et de l'industrie pharmaceutique. Dans ces secteurs, les salaires réels ont sensiblement progressé par rapport au deuxième trimestre 2009. Une légère tendance à la hausse a caractérisé les salaires dans les secteurs de la construction et des services – informatique, transports et commerce notamment.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

L'accroissement des volumes de production et des chiffres d'affaires a amélioré les marges bénéficiaires, les frais fixes étant mieux absorbés. Comme en début d'année, les marges dans l'industrie manufacturière ont toutefois été jugées beaucoup plus faibles que d'ordinaire. A court terme, elles devraient rester sous pression. D'une part, les entreprises s'attendent à une augmentation des prix d'achat, car la hausse de la demande mondiale a pour effet d'accroître les prix des matières premières (notamment pour le coton, le pétrole et les produits dérivés du pétrole, les produits chimiques et les métaux); ce phénomène sera probablement atténué quelque peu par l'appréciation du franc suisse. D'autre part, les prix de vente devraient rester stables. Dans plusieurs branches, des entreprises vont essayer çà et là d'imposer des augmentations de prix, qui ne pourront toutefois être réalisées que si les conditions propres aux entreprises et aux marchés le permettent.

Dans le secteur de la construction, la hausse attendue des prix du ciment et de l'acier devrait entraîner une détérioration des marges bénéficiaires puisque, dans le même temps, un relèvement des prix de vente n'est prévu que dans peu de cas. La dépréciation de l'euro entraîne une intensification de la concurrence avec les fournisseurs étrangers.

En moyenne, les interlocuteurs du secteur des services ont qualifié leurs marges bénéficiaires de normales à légèrement insuffisantes. Le résultat global a été influencé négativement par l'évolution dans le secteur des banques, dont les marges d'intérêt ont été nettement insatisfaisantes – la concurrence est très vive notamment dans le domaine des prêts hypothécaires – et dans le secteur du commerce de gros.

5 Perspectives

Dans l'industrie manufacturière, l'amélioration du climat qui s'est amorcée dès le quatrième trimestre 2009 s'est poursuivie. La grande majorité des entreprises table sur un accroissement des chiffres d'affaires et une augmentation de l'utilisation des capacités. Du côté de l'emploi, les perspectives pour les six prochains mois se sont améliorées

elles aussi: une légère progression de l'emploi est maintenant attendue, alors que les interlocuteurs tablaient encore sur un effectif inchangé lors des enquêtes menées en janvier et en février. Le retour à une productivité accrue est resté un objectif répandu.

Dans le secteur de la construction, les entreprises demeurent confiantes. Elles estiment que les chiffres d'affaires vont continuer d'augmenter légèrement. En ce qui concerne l'immobilier résidentiel et le second œuvre, elles s'attendaient à ce que le taux d'utilisation des capacités se stabilise au niveau élevé enregistré actuellement. Dans le génie civil, certaines entreprises prévoient une hausse du taux d'utilisation des capacités. Aucun interlocuteur ne table sur un recul de celui-ci. L'emploi devrait rester stable.

Dans le secteur des services, les prévisions se sont améliorées en ce qui concerne l'évolution des affaires au cours des six prochains mois. Dans le commerce de gros et de détail, le secteur de la vente d'automobiles et celui des technologies de l'information, les attentes relatives aux chiffres d'affaires sont particulièrement optimistes. Les interlocuteurs du secteur des services escomptent par conséquent une nouvelle augmentation du taux d'utilisation des capacités et une légère hausse de l'emploi.

De grandes incertitudes persistent toutefois s'agissant des perspectives relatives à l'évolution de la conjoncture européenne, aux fluctuations possibles des taux de change et au niveau des taux d'intérêt. Les plans d'investissement sont donc restés plutôt prudents, comme au premier trimestre. Les investissements en biens d'équipement et en constructions ne devraient augmenter que légèrement au cours des douze prochains mois.